

Syrie & Liban



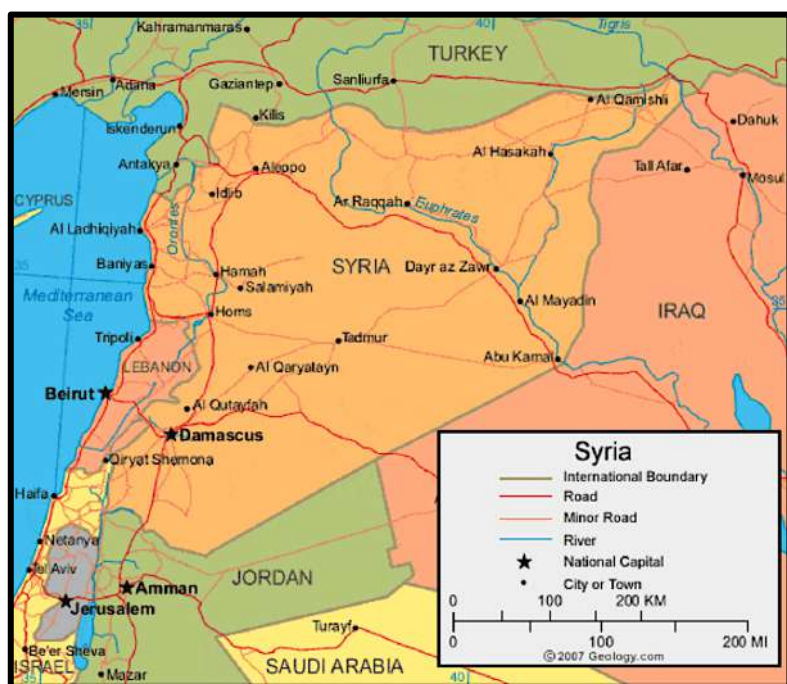
Syrie



Liban

Introduction

La Syrie et le Liban sont deux pays du Moyen-Orient. Les voisins de la Syrie sont au sud Israël et la Jordanie, à l'est Irak, au nord la Turquie et à l'ouest, le Liban, avec la mer Méditerranée. Le Liban, encastré entre la Syrie et la mer Méditerranée, n'a, à part la Syrie, qu'un seul voisin : Israël, au sud.



Carte de la Syrie
(extrait du site web geology.com)



Carte du Liban
(extrait du site web geology.com)

La Syrie, avec sa superficie de 185 180 km², compte environ vingt millions d'habitants. C'est une république, avec Damas comme capitale.

Le Liban, nettement plus petit, a une superficie de 10 450 km² et compte cinq millions et demi d'habitants. C'est également une république, avec Beyrouth comme capitale.

I. L'histoire commune (...-Première guerre mondiale)

L'histoire de ces deux pays sera traitée ensemble, jusqu'à la première guerre mondiale, car ce n'est qu'après cette guerre que la séparation entre la Syrie et le Liban deviendra définitive.

En ce qui concerne le Liban, le premier peuple qui a donné une grande prospérité à la région est celui des Phéniciens, entre 1200 et 300 a.C. Ce sont des navigateurs et des commerçants hors pair. Ils ne forment pas vraiment un ensemble homogène, mais ils sont rassemblés dans plusieurs cités côtières plus ou moins indépendantes, dont les plus importantes sont Tyr, Byblos et Sidon.

Lorsque le territoire du Liban actuel tombe sous la domination étrangère (Assyriens, Babyloniens, Perses, Macédoniens), les Phéniciens émigrés continuent leur mouvement d'expansion commerciale dans tout le bassin méditerranéen. Tous les réseaux commerciaux phéniciens le long des côtes de la mer Méditerranée tomberont sous la domination de Carthage, avant l'élimination de celle-ci par les Romains au deuxième siècle a.C.



Les routes commerciales phéniciennes dans le bassin de la mer Méditerranée (extrait de Wikipedia)

Les Phéniciens sont les véritables inventeurs de l'alphabet, qui leur permettait de correspondre avec l'ensemble de leur réseau commercial. C'est probablement le premier alphabet de l'histoire, dont dérivent tous les autres alphabets ultérieurs.



1966, P.A. n°s 381/384
L'alphabet phénicien

Les Phéniciens, étant avant tout des marchands et non des constructeurs, n'ont laissé que très peu de vestiges au Liban. Les ruines de l'Antiquité que l'on retrouve au Liban sont le plus souvent des vestiges de bâtiments romains.



1966, P.A. n° 392
L'amphithéâtre romain de Byblos



1968, P.A. n°s 452/455
Ruines de Tyr
(Les trois premiers timbres montrent des ruines romaines, le quatrième montre un bas-relief phénicien)

La cité romaine du Liban qui a laissé ses plus imposants vestiges est Baalbek, dans la plaine de la Bekaa, non loin de la frontière syrienne. Les ruines de trois grands temples romains font actuellement partie du patrimoine mondial de l'UNESCO : les temples de Bacchus, de Jupiter et de Vénus.



1956, P.A. n°s 132/133



Baalbek, temple de Bacchus



1930, n° 130



1956, P.A. n°s 130/131



1968, P.A. n° 468



1925, n° 54



1930, n° 143

Baalbek, temple de Jupiter



1931, n° 138

Baalbek, temple de Vénus

L'histoire de la Syrie antique est pratiquement identique à celle du Liban. Il y d'abord une succession de civilisations, qui ont toutes laissé des vestiges. Les vestiges de la ville d'Ebla, dans le nord-ouest de la Syrie, sont parmi les plus anciens : ils datent de 3000 a.C. à 2300 a.C.



1988, n°s 829/831
Vestiges de la ville d'Ebla.

Parmi les peuples qui se sont succédé en Syrie, il ne faut mentionner que les plus importants : les Sumériens (Ur), les Akkadiens (Mari), les Cananéens (Ougarit), les Assyriens, les Babyloniens, les Hittites, les Perses, après la conquête par Cyrus et les Macédoniens avec Alexandre le Grand et ses successeurs.

Avant que la famille el-Assad ne décide que les timbres-poste d'usage courant devaient être à leur effigie, la poste syrienne a émis de nombreux timbres-poste représentant des découvertes provenant de fouilles dans les sites archéologiques de ces civilisations successives. La majorité de ces découvertes est conservée au musée national de Damas. Il suffit d'en montrer quelques-uns.



1974, n° 415
Ur



1974, n° 413
Mari



1977, n° 485
Mari



1964, n° 183
Ougarit



1976, n° 448
Époque grecque



1977, n° 484

Malheureusement, la majeure partie des sites archéologiques, où de nombreuses fouilles étaient encore en cours, a été saccagée pendant la guerre civile qui a commencé en 2011. Des actes de vandalisme, des vols de pièces importantes et des ventes illicites ont causé des dommages irréparables à ces vestiges d'un riche passé.

La Syrie est devenue romaine en 64 a.C., avec la conquête du pays par Pompée, après sa victoire contre les Parthes. Les Romains ont donné un essor économique au Moyen-Orient, car c'étaient des territoires irremplaçables pour tous les échanges entre le monde romain et l'Orient.

Le Syrie comporte un grand nombre de vestiges romains, comme à Bosra et à Qanaouat (l'ancienne Canatha), toutes deux situées à l'extrême pointe méridionale de la Syrie. À Bosra, c'est surtout le théâtre romain qui est très bien conservé, à Qanaouat ce sont surtout les ruines du temple dédié à Hélios.



1931, n° 207



1968, P.A. n° 343



2009, n° 1412



2019, n° 1652

Le théâtre romain de Bosra



1946-1947, P.A. n° 7/9

Ruines du temple de Qanaouat

Mais les ruines romaines les plus imposantes, qui ont longtemps fait la renommée touristique de la Syrie, sont celles de la ville de Palmyre. Située au milieu de la Syrie, elle était à l'époque romaine le point de passage indispensable pour traverser le désert. Cette situation confère à la cité une grande prospérité, qui va cependant être la cause de sa chute.

En 267, profitant de la faiblesse de l'Empire romain, Zénobie, la reine de l'opulente Palmyre, se déclare indépendante de Rome, et parvient à conquérir une grande partie du Moyen-Orient. Mais le nouvel empereur Aurélien décide de mettre un terme aux activités de Zénobie. En 272, il s'empare de Palmyre, et Zénobie est amenée prisonnière à Rome, où elle doit figurer dans le triomphe d'Aurélien.

Palmyre ne fut heureusement pas détruite par les troupes d'Aurélien, ce qui nous a donné des vestiges d'une valeur universelle exceptionnelle.



1963, n°s 170/173

Zénobie, reine de Palmyre



1963, P.A. n°s 206/209
Zénobie, reine de Palmyre



1925, n° 161



1925, n° 166



1930, n° 215



1940, n° 249
Ruines de Palmyre



1952, P.A. n°s 40/42



1969, P.A. n° 351



1968, P.A. n° 341



1969, P.A. n° 353



2019, n° 1653
Ruines de Palmyre

Malheureusement, les forces djihadistes du Daesh (organisation islamique terroriste politico-militaire) ont conquis Palmyre une première fois en 2015 et une deuxième fois, plus courte, en 2017. Elles y ont exécuté des centaines de personnes, dont le directeur des antiquités de Palmyre, mais elles y ont également procédé à la dévastation du site archéologique. Elles ont saccagé les temples, détruit les pièces du musée et fait exploser des parties entières du site. Les dommages laissés par ces barbares ont causé la perte d'inestimables joyaux culturels de la période romaine.

Après la mort de l'empereur Théodose en 395, l'énorme Empire romain est divisé en deux parties : son fils Honorius reçoit la partie occidentale, qui sera éliminée en 476, tandis que son autre fils Arcadius reçoit la partie orientale, avec Constantinople comme capitale, et qui subsistera jusqu'en 1453.

Le christianisme devient la religion principale, mais de nombreuses branches déviationnistes se manifestent, comme le nestorianisme et le monophysisme. Au Liban, la communauté maronite se développe rapidement. C'est une église de rite oriental, mais qui reconnaît l'autorité de Rome et du pape.

Les vestiges les plus importants de cette époque byzantine sont les ruines du monastère de Saint-Siméon, en Syrie, non loin d'Alep, construit au V^e et VI^e siècle.



1931, n° 214



1961, n° 145



1968, P.A. n° 339



1961, P.A. n° 182



1969, P.A. n° 355

Les ruines du monastère de Saint-Siméon

La Syrie et le Liban feront partie de l'Empire byzantin pendant presque deux siècles et demi, jusqu'en 635, quand les Arabes s'emparent de Damas et de Beyrouth.

La première dynastie arabe qui a gouverné la Syrie est celle des Omeyyades, de 661 à 750. Ils ont fait de Damas leur capitale et ont donné une grande prospérité à la région. Le monument le plus imposant de cette époque est la Grande Mosquée des Omeyyades, construite au début du VIII^e siècle.



1925, n° 160



1969, P.A. n° 352



1999, n° 1133

La mosquée des Omeyyades à Damas

Malgré le fait que les Omeyyades font preuve d'une très grande tolérance envers les autres religions, les maronites leur opposent une résistance tenace, et ils se réfugient dans les montagnes du Mont Liban, la zone montagneuse qui traverse le pays du nord au sud.

Les Omeyyades sont remplacés de 750 à 977 par les Abbassides, qui sont nettement moins tolérants, et qui abandonnent Damas pour faire de Bagdad leur capitale. La région est ensuite morcelée entre plusieurs dynasties arabes qui se combattent, comme les Fatimides (977-1098), qui viennent d'Égypte et qui occupent une partie du Liban, et les Seldjoukides (1075-1174), qui viennent du nord-est, et s'emparent de la majeure partie du Moyen-Orient.

Mais entretemps est venu le temps des croisades. Des chevaliers, venus d'Occident, essaient de s'emparer de tout le Moyen-Orient. Poussés par la foi, par l'ambition, par le goût de l'aventure et par l'avidité, ils s'emparent en 1099 de Jérusalem, et fondent des principautés dans le Moyen-Orient, comme le royaume de Jérusalem, la principauté d'Antioche et les comtés de Tripoli et d'Édesse. Ils construisent de nombreuses citadelles fortifiées, dont les vestiges plus ou moins bien conservés sont encore visibles aujourd'hui. Le plus célèbre est le Krak des chevaliers, en Syrie, tout près de la frontière septentrionale du Liban.

Quelques forteresses des croisés en Syrie



1953, n°s 56, 57 & 59

Le Krak des chevaliers



1925, n° 155

La forteresse de Marqab



1925, n° 162

La forteresse de Kalat Yamour

Quelques forteresses des croisés au Liban



1925, n° 60



1930, n° 133



1935, n° 134

La forteresse de Saïda (Sidon)



1925, n° 52



1931, n° 137



1945, n°s 195 & 196

La forteresse Saint-Gilles de Tripoli



1945, n°s 193 & 194

La forteresse de Byblos



1930, n° 140

La forteresse de Beaufort

Mais les Arabes se redressent rapidement, et en deux siècles, ils chassent progressivement tous les croisés du Moyen-Orient. Ils reprennent Édesse en 1144, Jérusalem en 1187, Antioche en 1268 et Tripoli en 1289. La dernière forteresse des croisés, Saint-Jean-d'Acre, tombe en 1291. Ce redressement est dû à la dynastie des Ayyoubides, qui règne sur la Syrie de 1174 à 1260. Le représentant le plus important de cette dynastie est Saladin, qui règne de 1174 à 1193 et qui remporte en 1187 à Hattin la victoire décisive contre les armées du royaume de Jérusalem.



1970, n°s 277/278
800^e anniversaire de la bataille de Hattin. Effigie de Saladin

Les Ayyoubides sont éliminés par l'invasion des Mongols en 1260, mais ceux-ci sont chassés la même année par les Mamelouks, une dynastie venue d'Égypte. Les Mamelouks vont régner sur la Syrie jusqu'en 1516, avec une courte interruption au début du XV^e siècle, lorsque les hordes de Tamerlan conquièrent tout le Moyen-Orient. Cette invasion mongole se termine rapidement après la mort de Tamerlan en 1405.

Le Liban ne passera entièrement sous le régime des Mamelouks qu'en 1291, après la prise par ces derniers de Saint-Jean-d'Acre, la dernière forteresse chrétienne au Moyen-Orient.

Le témoin le plus important de cette époque est la citadelle d'Alep, construite et plusieurs fois remaniée au 13^e siècle. C'est un palais fortifié, qui a encore joué son rôle au XXI^e siècle, pendant la guerre civile syrienne.



1925, n° 165



1931, n° 204



1936, n° 204A



1952, P.A. n°s 43 & 44



2001, n°s 1175/1177
La citadelle d'Alep

Les Mamelouks sont à leur tour défaits en 1516 par les forces ottomanes, venant de Constantinople. Les Ottomans vont gouverner, du moins nominalement, la Syrie et le Liban jusqu'à la première guerre mondiale.

C'est sous la domination ottomane que s'accroissent les différences entre la Syrie et le Liban, qui suivent des voies de plus en plus divergentes.

En Syrie, la première intervention d'envergure de la part des puissances occidentales se situe en 1840. Le sultan de Constantinople avait envoyé son meilleur général, Méhémet Ali, comme vice-roi en Égypte.



Égypte, 1928, n° 135

Méhémet Ali



Égypte, 1949, n° 269

Bien qu'officiellement vassal du sultan ottoman, Méhémet Ali donne à l'Égypte une indépendance de fait. Constatant la faiblesse du sultan, Méhémet Ali et son fils Ibrahim Pacha envahissent la Palestine et la Syrie et menacent Constantinople, mais ils doivent renoncer à tous les territoires conquis par le traité de Londres de 1840. Par ce traité, signé sous la pression des grandes puissances européennes qui craignent que Méhémet Ali ne devienne trop puissant, celui-ci doit abandonner ses conquêtes, mais reçoit la concession de l'Égypte à titre héréditaire. La Syrie redevient ottomane.

Abdülmejid I^{er}, sultan à Constantinople de 1839 à 1861 introduit dès le début de son règne le "Tanzimat", une modernisation politique et administrative qui va durer de 1839 jusqu'à la promulgation de la constitution en 1876.



Turquie, 2015, timbre du bloc 98
Le sultan Abdülmejid I^{er}

Mais les réformes du "Tanzimat", qui accordent aux sujets du sultan des grandes garanties pour leur vie, leur fortune, leur religion et leur liberté, rencontrent, comme prévu, une forte opposition de la part des hauts dignitaires et des autorités religieuses. En Syrie, cette opposition se manifeste souvent par des massacres de chrétiens et de juifs.

Les conflits religieux les plus violents ont lieu en 1860. Ils commencent au Liban, mais s'étendent rapidement jusqu'à Damas. Plus de 3000 chrétiens sont massacrés à Damas, mais ce nombre aurait été beaucoup plus élevé sans l'énergique et courageuse intervention d'Abd el-Kader, qui y vivait en exil après sa défaite face à la France en Algérie.



*France, 2008, n° 4145
L'émir Abd el-Kader*

La situation évolue d'une façon toute différente au Liban, divisé en plusieurs communautés confessionnelles (catholiques, maronites, druzes, musulmans, juifs, etc.). Constantinople y transmet son pouvoir à des grandes familles locales, qui gouverneront le Liban d'une façon pratiquement autonome. Initialement, deux grandes familles rivales, les Assaf et les Maan, se disputent le pouvoir. Les Maan parviennent dès le milieu du XVI^e siècle à évincer tous leurs rivaux, et ils installent dans la montagne libanaise une entité administrative complètement inédite : l'émirat du Mont-Liban. Dans cette entité, les dirigeants Maan ont comme principal souci de réaliser une coexistence pacifique entre les différentes religions.

Le principal membre de cette famille des Maan est Fakhreddine II, qui gouverne le Liban de 1598 à 1635. Sa puissance commence à inquiéter Constantinople, qui envoie une armée pour obliger Fakhreddine II à faire preuve de plus de soumission. Mais Fakhreddine II remporte en 1623 une éclatante victoire sur les forces ottomanes à Anjar, dans la plaine de la Bekaa.



1968, Taxe n°s 32/38



*1968, P.A. n° 448
L'émir Fakhreddine II*



1968, bloc 24

L'émir Fakhreddine II à la bataille d'Anjar en 1623

Mais Constantinople redresse progressivement la situation, et Fakhreddine II est finalement capturé en 1635, emprisonné à Constantinople et décapité. Ses successeurs de la famille Maan continueront cependant à gouverner le Liban, avec l'accord de Constantinople, mais avec beaucoup moins de pouvoir, jusqu'en 1697, quand le dernier Maan meurt sans descendance.

Au XVII^e siècle, les puissances occidentales attachent de plus en plus d'importance au Liban, pour des raisons commerciales. Il profitent des *Capitulations* accordées par Constantinople. Ces *Capitulations* sont un ensemble de privilèges accordés dès le XVI^e siècle par Constantinople aux Occidentaux : religion, juridiction, tarifs douaniers, etc. Profitant des ces privilèges, les puissances occidentales essaient petit à petit de s'installer au Liban, en commençant par y envoyer des missionnaires (franciscains, capucins, et surtout jésuites à partir de 1652).

Après l'extinction de la famille Maan, c'est la famille Chehab qui a repris en 1697 le rôle de gouverneur du Liban. Mais les dirigeants successifs de cette famille sont de plus en plus coincés entre leur devoir de vassalité envers le sultan de Constantinople et les exigences de plus en plus véhémentes des différentes communautés religieuses.

Le représentant le plus important de cette famille est l'émir Béchir Chehab II, qui va gouverner le Liban de 1788 à 1840. Il parvient à se maintenir en oscillant sans cesse entre les diverses tendances qui s'agitent au Liban. Mais lors de l'invasion par les forces égyptiennes d'Ibrahim Pacha, le fils de Méhémet Ali, Béchir Chehab II se range du côté des Égyptiens. Ceux-ci sont vainqueurs face à Constantinople sur le terrain, mais doivent évacuer la Syrie et le Liban en 1840, suite à la pression internationale, surtout de la part des Anglais.

Le départ des Égyptiens signifie la chute pour Béchir Chehab II, qui a fait le mauvais choix. Il est exilé d'abord à Malte, ensuite à Constantinople, où il meurt en 1850.



1942, n°s 176/179
L'émir Béchir Chehab II

La poste libanaise a honoré avec un timbre-poste en 1962 ses deux figures les plus importantes de l'époque ottomane : les émirs Fakhreddine Maan II et Béchir Chehab II.



1962, P.A. n° 241
Les émirs Fakhreddine Maan II et Béchir Chehab II

L'année 1840 n'est pas seulement celle de la chute de l'émir Béchir Chehab II, mais également celle de la fin de la symbiose plus ou moins pacifique entre les communautés druze et maronite. À partir de 1840 commencent les massacres de chrétiens par les druzes. Les puissances occidentales essaient de remédier à ce conflit en créant en 1842 le *double caïmacanat* (préfecture). C'est un essai de séparation entre les deux communautés, en donnant la caïmacanat nord aux maronites et celui du sud aux druzes. Mais cela ne résoud rien, et les massacres continuent, atteignant un paroxysme en 1860, où des milliers de chrétiens sont tués.

Pour protéger les communautés chrétiennes, les puissances occidentales envoient en 1860 un corps expéditionnaire, et obligent Constantinople à accepter que le Liban devienne une province autonome, dirigée par un gouverneur, sujet ottoman mais chrétien, secondé par un conseil multiconfessionnel et sous la surveillance des consuls européens. C'est le *moutassarifat du Mont-Liban*, qui va persister jusqu'à la première guerre mondiale.

II. Le mandat français (1915-1946)

La première guerre mondiale va décider du destin du Moyen-Orient. Juste avant cette guerre, l'Empire ottoman était à l'agonie. Il avait déjà perdu la majeure partie de ses territoires balkaniques et toute l'Afrique du Nord, où la France s'était installée au Maroc, en Algérie et en Tunisie, l'Italie en Libye et la Grande-Bretagne en Égypte.

Craignant - à juste titre - que ces deux puissances européennes continueront à grignoter des territoires lui appartenant, l'Empire ottoman s'allie à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie lorsque la guerre éclate en 1914. L'Empire ottoman espère ainsi profiter d'une victoire allemande pour retrouver sa grandeur perdue.

Mais l'histoire va basculer lorsque le chérif de La Mecque, Hussein bin Ali, se soulève le 6 juin 1916 contre les Ottomans et proclame le 10 juin 1916 l'indépendance du Hedjaz qui devient un royaume. C'est surtout Fayçal, un des fils de Hussein, qui mène le combat aux côtés des Anglais, où Thomas Edward Lawrence (*"Lawrence d'Arabie"*) joue un rôle important.



Jordanie, 1986, n°s 1202/1204 & bloc 41
70^e anniversaire de la Grande Révolte arabe du chérif Hussein bin Ali



*Grande-Bretagne, 2014, n° 4008
Scène du film "Lawrence d'Arabie" de 1962*

Les Britanniques comprennent rapidement le profit qu'ils peuvent tirer de cette révolte arabe, et ils recherchent l'alliance des Arabes contre l'empire ottoman, qui est l'allié des Allemands et des Autrichiens.

Pour obtenir cette alliance, ils promettent aux Arabes qu'ils soutiendront, après la guerre, la création d'un grand royaume arabe indépendant après la victoire, en récompense de leur participation à la guerre aux côtés des forces anglaises.

Mais la France et la Grande-Bretagne savent pourtant déjà que leurs promesses aux Arabes sont fausses : dès 1916, les deux puissances européennes s'occupent déjà de l'après-guerre, et signent le 16 mai 1916 les accords Sykes-Picot, qui prévoient le démembrement de l'Empire ottoman et le découpage du Moyen-Orient en une zone d'influence britannique et une zone d'influence française.

Grosso modo, dans cet accord, la zone d'influence française inclut le Liban et le nord de la Syrie, et la zone d'influence britannique inclut le sud de la Syrie, ainsi que les territoires qui forment actuellement la Jordanie et l'Irak.

Les Arabes, confiants dans la parole des Français et des Britanniques, se lancent dans la guerre à leurs côtés et s'emparent le 6 juillet 1917 du port d'Aqaba. cette prise d'Aqaba permet le ravitaillement des troupes britanniques engagées au Moyen-Orient.

C'est ainsi que les troupes britanniques, commandées par le général Allenby, réussissent à remonter vers le nord et à entrer à Jérusalem le 11 décembre 1917.



*Israël, 2017, n° 2485
Entrée du général Allenby à Jérusalem*

Croyant toujours à la promesse d'un État arabe unifié après la guerre, les Arabes remontent avec les forces britanniques vers le nord. Damas est conquise le 30 septembre 1918 par les Anglais et les Arabes de l'émir Fayçal.

C'est alors que les Arabes comprennent qu'ils ont été bernés par les Anglais et les Français, quand les clauses secrètes des accords Sykes-Picot sont progressivement divulguées. Grosso modo, ces accords accordaient le Liban actuel, la Cilicie (le sud-est de la Turquie actuelle), le nord de la Syrie actuelle et la région de Mossoul à la France, et la Mésopotamie (l'actuel Irak, sans la région de Mossoul), la Jordanie actuelle et le sud de la Syrie actuelle à la Grande-Bretagne. En mai 1919, la Grande-Bretagne et la France s'accordent sur un échange : les Français reçoivent le mandat sur toute la Syrie, en échange d'un mandat anglais sur la région de Mossoul et la Palestine.

Les Arabes, qui avaient puissamment contribué à la conquête de la Syrie, voient s'évanouir leur rêve d'un grand royaume arabe indépendant et unifié, et refusent de reconnaître le mandat français sur la Syrie. Ils proclament le 8 mars 1920 le royaume indépendant de Syrie, avec Fayçal comme roi. Mais les puissances européennes confirment le partage franco-britannique à la conférence de San Remo, qui se tient du 19 au 26 avril 1920.

Les forces françaises, envoyées au Moyen-Orient pour maintenir le mandat de la France sur la région, battent les troupes arabes de Fayçal à la bataille de Maysaloun le 24 juillet 1920, et le lendemain, le royaume de Syrie cesse d'exister. Fayçal est contraint de reconnaître le mandat français, et il recevra en 1921 en contrepartie le trône du royaume d'Irak, sous contrôle britannique.



2020, n° 1682
100^e anniversaire de la bataille de Maysaloun



Irak, 1927, n° 62



Irak, 2012, n° 1701
Le roi Fayçal I^{er} d'Irak

Pendant sa courte existence - à peine quatre mois - le royaume de Syrie a émis de nombreux timbres. D'abord en apposant sur tous les timbres turcs trouvés à Damas une surcharge en langue arabe qui signifie "Gouvernement arabe", ensuite en émettant ses timbres propres.



1920, timbres turcs avec la surcharge "Gouvernement arabe"



1920, timbres émis par l'éphémère royaume de Syrie

La philatélie suit de très près la présence militaire et administrative au Moyen-Orient à partir de 1915. Initialement, ce sont les forces britanniques et arabes qui y combattent les troupes ottomanes. Les forces françaises ne commencent leur activité que le 1^{er} septembre 1915 en s'installant à l'île Rouad, une petite île méditerranéenne le long de la côte syrienne (actuellement Arwad).

Initialement, elles s'y installent pour protéger les chrétiens maronites du Liban, persécutés et massacrés par les Turcs. Mais Rouad devient rapidement le point de départ de troupes, d'armes et de matériel logistique vers les territoires asiatiques attribués à la France.

À partir de 1916, des timbres sont émis pour les forces françaises stationnées dans l'île Rouad. Ce sont des timbres du Levant français surcharges "ÎLE ROUAD". Initialement, la surcharge est apposée à la main (n^{os} 1 à 3), ensuite avec un cachet machinal (n^{os} 4/16).

L'île Rouad sera rattachée le 20 septembre 1920 au territoire des Alaouites.



*Île Rouad, 1916, n^{os} 1/3
Surcharge manuelle*



*Île Rouad, 1916-1917, n^{os} 4/16
Surcharge machinale*

C'est l'armée du Levant, commandée de novembre 1919 à novembre 1922 par le général Henri Gouraud, qui est chargée de maintenir l'ordre dans les territoires du Moyen-Orient sous mandat français. Cette armée parvient facilement à mettre fin en juillet 1920 à la monarchie arabe qui s'était installée à Damas, mais elle connaît moins de succès dans sa campagne de Cilicie.

La Cilicie, avec sa ville principale Adana, est une partie de l'Anatolie méridionale, qui tombe, après la défaite ottomane et toujours selon les accords Sykes-Picot, dans la zone d'influence française. L'occupant français émet à partir du 4 mars 1919 un nombre impressionnant de timbres en Cilicie : ce sont des timbres de Turquie avec différentes surcharges "Cilicie".



1919, n°s 10, 13 & 12
Timbres de l'occupation française de la Cilicie



1920, n°s 75, 60 & 71



1920, n°s 80, 82, 84 & 85

Timbres de l'occupation française de la Cilicie
(T.E.O. = Territoires Ennemis Occupés. O.M.F. = Occupation Militaire Française)

L'armée du Levant, attaquée vigoureusement par les troupes turques de Mustafa Kemal, le futur Atatürk, doit se retirer progressivement de la Cilicie dans la première moitié de 1920, mais parvient à conquérir le 8 février 1921 la ville d'Aïn-Tab (actuellement Gaziantep). Les forces françaises s'y installent, et y émettent à leur intention en juillet 1921 des timbres : ce sont des timbres de Turquie surchargés "O.M.F. Syrie".



1920, n°s 4, 5 & 6
Timbres de l'occupation française d'Aïn-Tab
(O.M.F. = Occupation Militaire Française)

Mais Mustafa Kemal, suite à ses succès militaires et diplomatiques, est de plus en plus reconnu par les puissances européennes, et la France est contrainte d'accepter de négocier avec lui. Elle signe, le 20 octobre 1921, l'accord d'Ankara qui restitue la Cilicie à la Turquie. C'est un énorme succès diplomatique pour Mustafa Kemal. En fait, Paris a sacrifié la Cilicie pour consolider sa présence en Syrie et au Liban.



*Turquie, 2011, bloc 55
90^e anniversaire de l'accord d'Ankara, qui restitue la Cilicie à la Turquie*



*Turquie, 1921, n^{os} 632/639
Timbres de l'émission d'Adana, capitale de la Cilicie.
La surcharge signifie : Adana / 1^{er} décembre 1337 (= 1921)*



*Turquie, 1922, n^{os} 654/661
Réoccupation de la Cilicie
La surcharge signifie : Adana / 5 janvier 1338 (= 1922)*

Pour les territoires du Moyen-Orient dont la France a reçu le mandat, elle émet des timbres depuis novembre 1919. Ce sont initialement des timbres de France où est apposée une surcharge “T.E.O.” (= Territoires Ennemis Occupés) et une monnaie en piastres. Puis viennent des timbres du Levant français avec la même surcharge, et à partir de 1920, c’est une nouvelle surcharge qui est employée : “O.M.F.” (= Occupation Militaire Française), accompagnée de la mention “Syrie”, à nouveau sur des timbres de France, mais en 1921 également sur des timbres de l’éphémère royaume arabe indépendant.



*1919, n^{os} 1/10
Timbres de France avec la surcharge “T.E.O.”*





1919, n°s 11/20
Timbres du Levant français avec la surcharge "T.E.O."



1920, n°s 25/30
Timbres de France avec la surcharge "O.M.F. / Syrie"



1921, n°s 74, 78 & 81
Timbres du royaume arabe de 1920 avec la surcharge "O.M.F. / Syrie"

Une émission particulière est celle des "fleurons d'Alep". Ce sont des petits carrés rouges ou noirs, apposés en surcharge sur les timbres à la demande de la population locale d'Alep. Alep était une plaque tournante du commerce, où tout se payait en monnaie d'or ou d'argent. La population se méfiait des timbres libellés en piastres-papier, et c'est la raison de ces surcharges très spéciales.

Les fleurons d'Alep sont des petites surcharges rouges ou noires utilisées d'octobre 1920 à février 1921, à la demande de la population locale qui rejetait la piastre-papier libano-syrienne. Les fleurons indiquaient que la valeur faciale était exprimée en piastres-or. Ces timbres n'étaient pas vendus au public, mais étaient directement collés sur le courrier par les guichetiers. Ces fleurons d'Alep ont été employés d'octobre 1920 à février 1921.



*1920, n°s 49, 50, 52 & 54
Fleuron d'Alep noir*

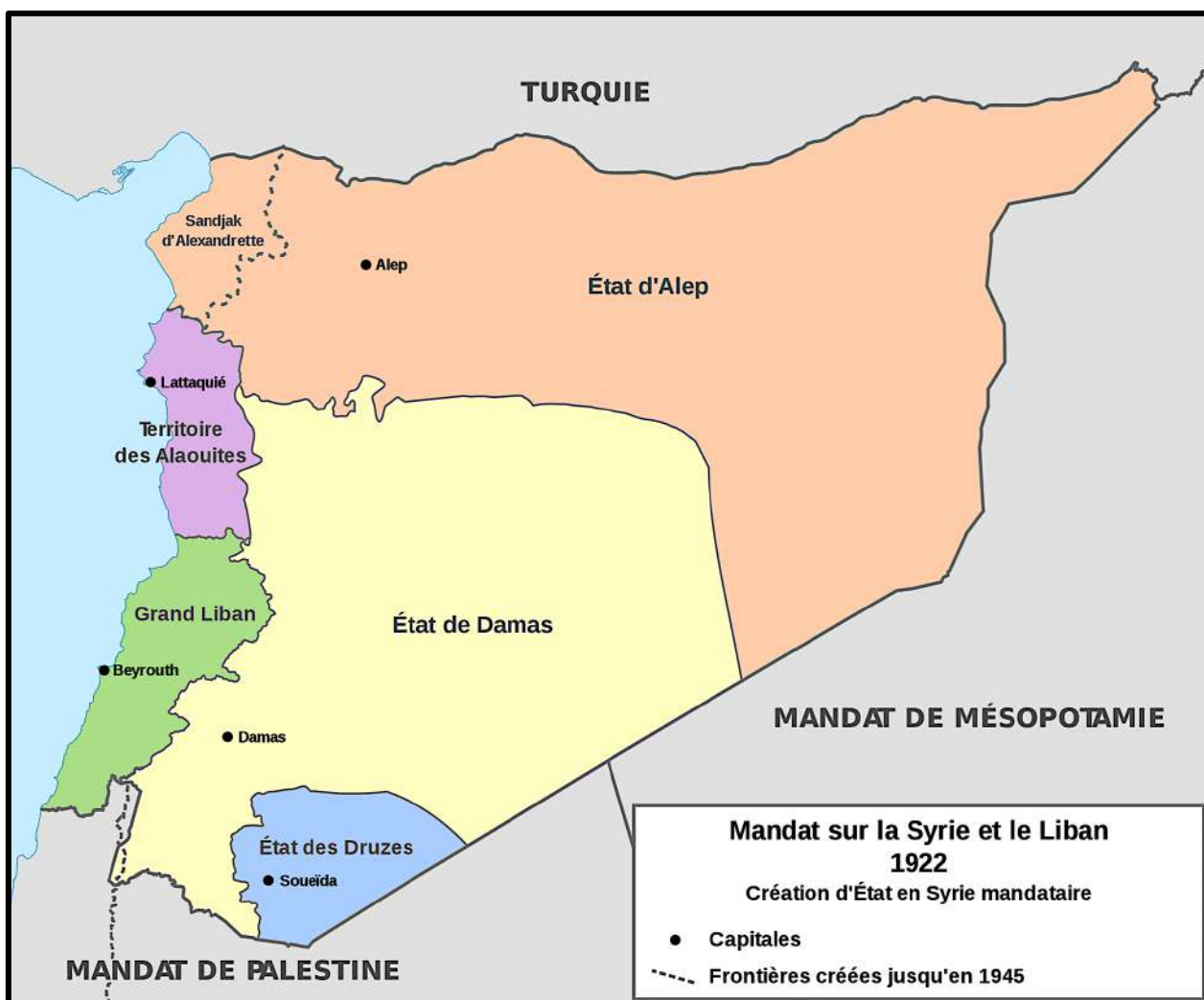


*1920, n°s 49A, 50A, 52A & 53A
Fleuron d'Alep rouge*

Les divers territoires qui sont placés sous mandat français n'ont pratiquement rien de commun : ils comprennent des populations complètement différentes de race, de langue et de religion. Il y a une majorité d'Arabes, mais il y a aussi les chrétiens maronites (= chrétiens orientaux, mais catholiques) au Liban, les juifs, les Druzes (= adeptes de l'ismaélisme, religion divergente de l'islam, qui vivent dans la partie méridionale du Liban et de la Syrie), les Alaouites (= groupe ethnique et religieux du nord de la Syrie, dont la doctrine repose sur la croyance en une triade composée d'Ali, de Mahomet et de Salman le Perse), et encore toujours une minorité de Turcs musulmans, surtout dans le nord-ouest.

C'est pour cette raison que le général Gouraud, haut-commissaire de France dans ces territoires, divise le 1^{er} septembre 1920 la zone française en plusieurs entités, tenant compte des différences ethniques et religieuses.

- Il crée le Grand Liban, qui comprend la région du Mont Liban et une zone côtière avec, entre autres les villes portuaires de Tripoli et Beyrouth. Ce Grand Liban est surtout habité par les chrétiens maronites.
- La Syrie est divisée en deux États : l'État d'Alep et l'État de Damas.
- Un Territoire alaouite autonome est créé, avec la ville portuaire de Lattaquié comme principal centre. C'est une concession au groupe ethnique alaouite. Ce territoire devient simplement "Lattaquié" en 1930 et est définitivement rattaché à la Syrie fin 1936.
- Pour satisfaire les Druzes, l'État du Djebel druze est créé le 24 octobre 1922, avec Soueïda comme capitale.
- Et en mars 1923 est créé, au nord-ouest, le sandjak (= province) d'Alexandrette, qui était encore peuplé de nombreux Turcs.



Carte montrant la division de la zone sous mandat français entre 1920 et 1922 (Extrait de Wikipedia)

En juin 1922, Damas, Alep et Lattaquié sont regroupés en une fédération syrienne, mais Lattaquié en sera à nouveau détachée en 1924. Le 1^{er} janvier 1925, Alep et Damas fusionnent définitivement pour former l'État de Syrie, avec Damas comme capitale. Les frontières de cette Syrie sont pratiquement les mêmes que les frontières actuelles, si l'on tient compte du rattachement définitif de Lattaquié en 1936 et de la perte d'Alexandrette en 1939.

La philatélie suit elle aussi de près cette difficile évolution, faite de divisions, de regroupements et de fusions.

À partir de novembre 1923, des timbres de France reçoivent une surcharge “*Syrie / Grand Liban*”. Ils servent dans l’ensemble du territoire.



*Syrie - Grand Liban, 1923, n°s 88, 94, 97, 103 & P.A. 16/17
Timbres de France avec la surcharge “Syrie / Grand Liban”*

À partir du début de 1924, le Grand Liban et la Syrie reçoivent chacun leurs propres timbres : ce sont des timbres français surchargés “*GRAND LIBAN*” d’une part, et “*SYRIE*” d’autre part. Les timbres du Grand Liban sont réémis à partir de juillet 1924 avec une surcharge bilingue (français et arabe : “*Grand Liban*” ou “*G^d Liban*”).



*Grand Liban, 1924, n°s 1, 4, 7, 16 & P.A. 3/4
Timbres de France avec la surcharge “GRAND LIBAN”*



*Grand Liban, 1924-1925, n°s 35, 37, 42 & 46
Surcharge “Grand Liban” ou “G^d Liban” bilingue (français et arabe)*



*Syrie, 1924, n°s 105, 111, 113, 120 & P.A. 20/21
Timbres de France avec la surcharge "SYRIE"*

À partir de 1925, le Territoire autonome des Alaouites commence également à employer ses propres timbres : ce sont initialement des timbres français avec la surcharge "ALAOUTES". Cette surcharge est ensuite apposée à partir de 1925 sur des timbres de Syrie. Ces timbres sont employés jusqu'en 1930. En 1930, le Territoire des Alaouites change de nom et devient simplement "Lattaquié". Les timbres syriens reçoivent depuis lors la surcharge "LATTAQUIE".

La Syrie, après la fusion de Damas et d'Alep le 1^{er} janvier 1925, émet ses propres timbres à partir de cette date.



*Alaouites, 1925, n°s 1, 6, 12, 18 & P.A. 3/4
Timbres de France avec la surcharge "ALAOUTES"*



*Alaouites, 1925-1928, n°s 22, 25, 26 & 44
Timbres de Syrie avec la surcharge "ALAOUTES" ou "Alaouites"*



*Lattaquié, 1931, n°s 5, 19 & 21
Timbres de Syrie avec la surcharge "LATTAQUIE"*

La Syrie, après la fusion de Damas et d'Alep le 1^{er} janvier 1925, et le Grand Liban émettent leurs propres timbres à partir de mars 1925. La Syrie et le Liban sont définitivement deux entités à part.



*Grand Liban, 1925, n°s 50, 56, 59, 60 & 61
Premiers timbres avec la mention "GRAND LIBAN"*



*Syrie, 1925, n°s 154, 158, 160, 163 & 164
Premiers timbres avec la mention "SYRIE"*

L'évolution d'Alexandrette est encore différente. Par le traité de Lausanne, la Turquie avait obtenu toute l'Anatolie, sauf le sandjak d'Alexandrette, un petit territoire côtier à la frontière entre la Turquie et la Syrie. Ce sandjak avait été placé sous mandat français, et faisait depuis lors partie de la Syrie, qui était sous protectorat français.

Depuis le traité de Lausanne, ce territoire a toujours été convoité par la Turquie, et, afin de prouver ses bonnes intentions, la France donne en novembre 1937 au sandjak d'Alexandrette un statut spécial, le séparant de la Syrie.

C'est la raison de l'émission, à partir du 16 avril 1938, de timbres spéciaux pour le sandjak d'Alexandrette. Ce sont des timbres de Syrie portant la surcharge "Sandjak d'Alexandrette".



1938, n°s 1, 2, 4, 8, 9, 15 & P.A. 6
Timbres de Syrie surchargés "Sandjak d'Alexandrette"

Après que la Turquie ait démontré - en forçant un peu - que plus de la moitié de la population est d'origine turque, la France accepte en septembre 1938 le changement de nom : le sandjak d'Alexandrette devient la *République du Hatay*. À partir de 1939, des timbres à surcharge sont d'abord émis par la nouvelle administration turque, ensuite des timbres à motif.



1939, n°s 17A/17D
Timbres de Turquie surchargés "Hatay Devleti" (= gouvernement du Hatay)



1939, n°s 24, 30 & 31

Timbres émis par l'administration turque.

Le 30 juin 1939, Hatay est incorporé à la Turquie. Alexandrette devient la ville turque d'Iskenderun. Les timbres précédents sont surchargés "T.C. / ilhak tarihi / 30-6-1939" (= Türkiye Cumhuriyeti / date d'annexion / 30-6-1939).



1939, n° 37

Timbres émis après le rattachement à la Turquie



1939, n°s 912/917

*Timbres turcs pour commémorer le rattachement du Hatay à la Turquie
La surcharge signifie : "Retour du Hatay à la mère-patrie"*

Actuellement, Hatay, avec sa capitale Iskenderun, est toujours un sujet de discordance entre la Turquie et la Syrie.

Il ne faut cependant pas croire que le mandat français au le Moyen-Orient était accepté ou toléré par les populations locales. La révolte la plus dure se situe dans les territoires druzes, qui s'insurgent contre le pouvoir français pendant l'été de 1925. Il faudra aux troupes françaises presque deux ans, jusqu'au printemps de 1927, pour réprimer cette insurrection.

L'insurrection druze s'est répandue rapidement à travers toute la Syrie, et a surtout touché la ville de Damas. Ce qui était initialement la révolte druze devient dans les livres d'histoire arabes la "*grande révolte syrienne*". Cette révolte coûte la vie à plus de 10 000 Syriens et 4 000 soldats français. La défaite des insurgés est surtout due à la mésentente entre les diverses tendances dans la population syrienne.

Les insurgés druzes ont voulu émettre des timbres "druzes" en 1925, mais ces timbres n'ont jamais vu le jour.



1925, timbres des insurgés druzes, non émis (facsimilés provenant du site Delcampe)

L'administration française a émis des timbres en faveur des nombreux réfugiés qui fuyaient les zones de combat du Djebel Druze. C'est une série de douze timbres de Syrie avec la surcharge bilingue "*Secours aux Réfugiés*".



1926, n°s 170, 171 & 172

Timbres en faveur des réfugiés du Djebel Druze, pendant l'insurrection de 1925-1927

Le but officiel du mandat français, accordé par la Société des Nations, était de préparer les populations locales à une future indépendance. C'est dans ce but que l'administration française essaie de moderniser le pays (infrastructures, hygiène, éducation et culture, agriculture, justice, etc.). Elle essaie de former une élite intellectuelle locale qui recevra de plus en plus de responsabilités.

Le premier pas est la tenue d'élections en 1928 pour former une assemblée constituante. Mais cette assemblée est dissoute pas les Français dès que les nationalistes syriens y obtiennent une majorité. En fait, la France contrôle surtout les villes, et serait rapidement balayée au Moyen-Orient sans la présence d'une importante force militaire.

Au Liban, une constitution est promulguée en 1926, et un parlement y est installé. Le Grand Liban change alors de nom et devient la République libanaise, évidemment toujours sous contrôle français. Les timbres-poste reçoivent d'abord en 1927 une surcharge "République libanaise", et à partir de 1930, des nouveaux timbres sont émis avec cette nouvelle mention.



1927, n°s 86, 87 & 94

Timbres du Grand Liban avec la surcharge "République Libanaise"



1930, n°s 146, 147 & 148

Timbres avec la nouvelle mention "République libanaise"

La Syrie suit la même voie, et à son tour, une constitution y est promulguée le 14 mai 1930. La République de Syrie est proclamée, tout comme au Liban, et ici aussi encore toujours sous contrôle français. Initialement, les territoires des Alaouites et des Druzes ne sont pas incorporés dans cette république, et ce n'est qu'en 1936 que ces deux États sont intégrés dans la République syrienne. À partir de 1936, il n'y a donc plus que deux entités sous contrôle français au Moyen-Orient : les Républiques syrienne et libanaise. Il faut cependant attendre jusqu'au 14 janvier 1942 pour que la France reconnaisse officiellement la fin de l'existence des États autonomes alaouite et druze.

Il y a encore Alexandrette, mais nous avons déjà vu que ce sandjak va retourner à la Turquie en 1939.

Cela se reflète dans la philatélie : à partir de 1934, les nouveaux timbres émis ne portent plus la mention "Syrie", mais la mention "République syrienne".



1934-1937, n°s 225, P.A. 84 & P.A. 85

Timbres avec la nouvelle mention "République syrienne"

La France n'ayant reconnu l'incorporation officielle des États druze et alaouite à la Syrie que le 14 janvier 1942, une nouvelle série est émise le 1^{er} avril 1943 pour commémorer cette intégration. Les timbres montrent la carte de la Syrie maintenant complète, la date du 20 janvier 1942 et l'effigie du président Tajeddine el-Hassani.



1943, n°s 266/270

Commémoration de l'intégration officielle des territoires alaouite et druze à la Syrie, en janvier 1942

À la tête de cette République syrienne - toujours sous tutelle française ! - il y a un président, qui devait toujours balancer entre la fidélité à la France et la demande de plus d'indépendance de la part du bloc nationaliste syrien.

Il y a d'abord Tajeddine el-Hassani, qui avait déjà été le leader syrien depuis 1928, avant l'instauration de la République syrienne, et qui occupera la présidence à deux reprises, une première fois de 1930 à 1931, une deuxième fois de 1941 jusqu'à sa mort le 17 janvier 1943.



1942, n°s 264/265 & P.A. 96

Le président Tajeddine el-Hassani



1942, n°s 260/263 & P.A. 94/95

Le président Tajeddine el-Hassani

Après la première présidence de Tajeddine el-Hassani viennent celle de Mohammed Ali Bey el-Abed, plutôt favorable aux Français, de 1932 à 1936, puis celle de Hachem al-Atassi, nettement plus nationaliste, de 1936 à 1939. Al-Atassi sera encore deux fois président de la Syrie indépendante, de 1949 à 1951 et de 1954 à 1955.



*1934, n°s 235/237
Le président Mohammed Ali Bey el-Abed*



*1938-1942, n°s 246A/248
Le président Hachem al-Atassi*

La France n'a pas toujours tenu ses promesses en Syrie. Elle fait un premier pas en 1928 avec la création d'une assemblée constituante et un deuxième pas en 1930, avec la création de la République syrienne.

Un traité entre la France et la Syrie est signé en 1936, qui prévoit l'indépendance totale du pays dans un délai de cinq ans. Cette Syrie indépendante devait contenir les territoires alaouite et druze.

Mais le parlement français refuse de ratifier ce traité franco-syrien et l'indépendance est reportée sine die. Devant l'enterrement des clauses de ce traité, et devant la cession du sandjak d'Alexandrette à la Turquie en 1939, le président Hachem al-Atassi démissionne, et les prises de position anti-françaises se durcissent en Syrie.

En pleine deuxième guerre mondiale, en 1941, les forces britanniques et celles de la France libre mènent une violente campagne militaire au Liban et en Syrie contre les troupes françaises fidèles au régime de Vichy, qui sont rapidement balayées. Le général français Georges Catroux est nommé par de Gaulle délégué général de la France libre au Levant. Le 8 juin 1941, il proclame unilatéralement l'indépendance de la Syrie et du Liban, et Choukri al-Kouatli est élu à la présidence en 1943.



*1944, P.A. n°s 105/106
Le président Choukri al-Kouatli*



1945, n°s 278/283 & P.A. n°s 115/121
Le président Choukri al-Kouatli

Le président al-Kouatli réclame immédiatement le départ des troupes françaises, mais de Gaulle refuse, ce qui provoque des violentes émeutes à Damas. De Gaulle fait même bombarder Damas le 29 mai 1945, causant des centaines de victimes, mais, devant la désapprobation générale en Europe et aux États-Unis, il est contraint de céder et retire progressivement les forces françaises de la Syrie. Le 17 avril 1946, le dernier soldat français quitte la Syrie. Ce jour est considéré comme la date officielle de l'indépendance de la Syrie, enfin reconnue et acceptée par la France.



1946, n°s 11/13 & P.A. 6
Évacuation des troupes alliées

Trois politiciens syriens qui ont lutté pour l'indépendance de leur pays ont été honorés par des timbres-poste : Ibrahim Hananu, Saadallah al-Djabiri et Fares al-Khoury.



1961, P.A. n° 173
Ibrahim Hananu



1963, P.A. n° 205
Saadallah al-Djabiri



1963, P.A. n° 220
Fares al-Khoury

Ibrahim Hananu est un des premiers politiciens syriens qui s'oppose au mandat français. Il fonde en 1920 le *Bloc national*, un parti politique qui n'a qu'un but final : l'indépendance complète de la Syrie. Il est député à la première Assemblée syrienne de 1928, mais refuse de négocier avec les Français tant que ceux-ci n'acceptent pas l'indépendance complète de la Syrie. Il meurt en 1935.

Saadallah al-Djabiri est lui aussi membre du *Bloc national*. En tant que premier ministre de 1943 à 1944 et de 1945 à 1946, il est un des principaux leaders syriens dans les difficiles négociations avec la France, qui vont mener à l'indépendance totale du 17 avril 1946.

Fares al-Khoury sera premier ministre de 1944 à 1945, entre les deux ministères al-Djabiri. Plusieurs fois ministre, président du parlement et premier ministre, il joue un rôle important d'abord dans la lutte pour l'indépendance, ensuite dans les premières années de la Syrie indépendante.

Entretemps, le Liban suit un chemin parallèle. Si la France n'a pas émis beaucoup d'objections pour incorporer les territoires alaouite et druze à la Syrie, elle a par contre toujours refusé d'y joindre le Liban, craignant à juste titre pour la sécurité des chrétiens maronites du Liban dans une Syrie islamique.

Pendant la première guerre mondiale, le Liban a connu trois années de grande famine, de 1915 à 1918. Les causes de cette famine sont multiples :

- Toute l'agriculture était concentrée sur la très rentable sériciculture, qui avait supplanté toutes les cultures de céréales.
- Les Alliés entretenaient un blocus sévère des ports, empêchant ainsi tout ravitaillement par mer.
- Les Turcs réquisitionnaient pour leurs propres troupes les rares denrées comestibles présentes.

Cette situation catastrophique explique le fait que le Liban a facilement accepté le mandat français. Le 30 août 1920, l'État du Grand Liban est proclamé, et le général Gouraud fait clairement savoir que ce Grand Liban, qui comprend toute la zone du mont Liban ainsi que les villes côtières, est complètement indépendant de la Syrie, malgré le souhait de cette dernière d'incorporer également le Liban.

Nous avons déjà vu que le Grand Liban devient le 23 mai 1926 officiellement la *République libanaise*, avec sa propre constitution - mais toujours sous la tutelle de la France. Un traité entre la France et le Liban est signé en 1936, qui prévoit l'indépendance totale du pays, mais le parlement français refuse de ratifier ce traité franco-libanais et l'indépendance est reportée sine die.

Pendant la deuxième guerre mondiale, après la victoire des forces britanniques et de la France libre contre les troupes françaises fidèles au régime de Vichy, le général français Georges Catroux est nommé par de Gaulle délégué général de la France libre au Levant. En juin 1941, il proclame unilatéralement l'indépendance de la Syrie et du Liban, mais ce n'est qu'une indépendance toute théorique, la France gardant tout contrôle.

Le principal président de la République libanaise dans l'entre-deux-guerres, est Émile Eddé, qui occupe ce poste de 1936 à 1941. Il essaie de maintenir l'équilibre entre les exigences du mandat français et les poussées nationalistes locales.



*1937, n°s 152/154
Le président Émile Eddé*

Mais le plus grand opposant à la présence française est Béchara el-Khoury, qui demande le retrait total de l'administration civile et militaire française, et qui obtient finalement gain de cause, avec la reconnaissance par la France de l'indépendance officielle du Liban, le 22 novembre 1943. Ce n'est cependant qu'en 1946, tout comme en Syrie, que les derniers soldats français quitteront le territoire libanais.

Béchara el-Khoury devient en 1943 le premier président du Liban indépendant, et il gardera la présidence jusqu'en 1952.



*1946, P.A. n°s 15/18
Départ des troupes étrangères. Le président Béchara el-Khoury*

III. La Syrie indépendante (1946-...)

Malgré plusieurs accords et démentis antérieurs, le 17 avril 1946, date du départ du dernier soldat français, est considérée comme la date officielle de l'indépendance de la Syrie.

Le premier président est Choukri al-Kouatli, qui occupait déjà ce poste depuis 1943, avant le départ des troupes françaises. Il est réélu en 1948, et fait participer la Syrie à la première guerre contre Israël, en 1948.



1946, n°s 1/6

Le président Choukri al-Kouatli



1948, n°s 26/27 & P.A. 21/22

Réélection en 1948 du président Choukri al-Kouatli

Mais la défaite arabe engendre un mécontentement général en Syrie, et al-Kouatli est renversé le 30 mars 1949 par un coup d'État perpétré par Housni al-Zaïm, le chef d'état-major de l'armée syrienne. Housni al-Zaïm essaie de moderniser son pays, aidé en cela par les États-Unis, mais son ouverture vers l'ouest ne plaît pas à une grande partie de la population, le clergé islamique en tête. Il est assassiné le 14 août 1949.



1949, n°s 34/35 & P.A. 32/33
le colonel Housni al-Zaïm

De 1949 à 1955, sept présidents vont se succéder, dont deux fois Hachem al-Atassi, qui avait déjà été à la tête de l'État pendant le mandat français. En 1955, Choukri al-Koutli, de retour d'exil, reprend la présidence, mais n'a plus qu'un pouvoir très limité.



1956, P.A. n°s 88/91
La nouvelle présidence de Choukri al-Kouatli

Malgré sa forte réticence, Choukri al-Kouatli est contraint d'accepter le 1^{er} février 1958 la formation de la *République arabe unie*, qui est une fusion de l'Égypte et de la Syrie. Nasser devient le président de la République arabe unie, mais la joie fait rapidement place à la désillusion en Syrie, dont les dirigeants perdent tout pouvoir. Tout est régi par le régime de Nasser à partir du Caire, et la Syrie devient une véritable colonie de l'Égypte.



1958, n° 98 & P.A. n° 134

1959, n° 117

1960, n° 133

1961, n° 144

Commémorations de la fondation de la République arabe unie

Le mécontentement de la Syrie, traitée en parent pauvre par l'Égypte, est tel qu'un nouveau coup d'État, perpétré le 28 septembre 1961, entraîne la rupture entre l'Égypte et la Syrie. La Syrie est à nouveau libre de ses choix, mais se révèle pratiquement ingouvernable, car les antagonismes aussi bien dans le monde militaire que dans le monde politique semblent insurmontables.

À la fin de 1961, Nazem Koudsi est élu à la présidence, mais il est renversé le 8 mars 1963 par un nouveau coup d'État.



1961, n°s 147/148
Sécession avec l'Égypte



1962, n°s 169 & P.A. 204
Le président Nazem Koudsi



Ce nouveau coup d'État de 1963 est le fait des leaders militaires du parti Baas. Ce parti, qui existait déjà depuis 1944, arrive ainsi au pouvoir avec deux objectifs politiques : socialisme et nationalisme.



1965, n°s 191/193



1968, n°s 223/225

Deuxième et cinquième anniversaire de la révolution du 8 mars 1963



Mais une fois de plus, la discorde règne entre les différentes tendances dans ce parti Baas. En 1966, une junte militaire place les adeptes du marxisme au pouvoir, mais une relative et fragile coexistence entre les deux principales factions se maintient jusqu'en 1970.

Le 13 novembre 1970, le général Hafez el-Assad arrive au pouvoir après un énième coup d'État. le président Nouredine al-Atassi et son premier ministre Salah Jedid sont arrêtés et passeront le restant de leur vie, plus de vingt ans, en prison. Hafez el-Assad refuse cependant de considérer sa prise de pouvoir comme un coup d'État, et parlera toute sa vie d'un "mouvement de correction" du parti Baas, effectué en 1970.



1971, n°s 317/318



Commémorations du "mouvement de correction" lancé en 1970 par Hafez el-Assad.

Il y aura chaque année une émission de timbres-poste pour rappeler cette "date historique"



1986, n° 777

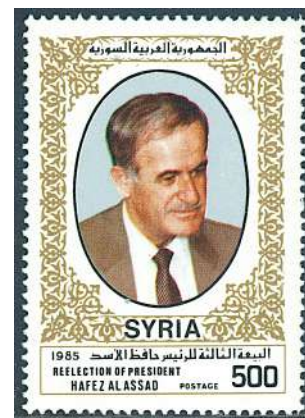
Hafez el-Assad va diriger son pays pendant trente ans, jusqu'à sa mort le 10 juin 2000. Le seul point positif à son actif est la stabilité qu'il a apporté à la Syrie, qui avait connu jusqu'alors une suite sans fin de coups d'État. Mais cette stabilité s'est réalisée au prix d'un régime dictatorial, où la moindre opposition est réprimée d'une façon violente.

Cette répression s'exerce surtout contre les *Frères musulmans*, un mouvement islamique intégriste. Hafez el-Assad fait massacrer en 1982 à Homs entre 15 000 et 20 000 civils, adeptes de ce mouvement islamique.

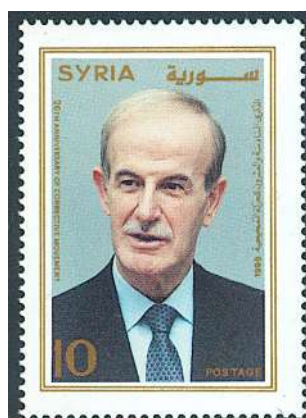
Employant tous les moyens de la propagande, il met en place un véritable culte de sa personnalité, ce qui se traduit également par un nombre ridiculement élevé de timbres-poste à son effigie. Il suffit d'en montrer quelques exemples.



1985, n°s 730/732



1995, n° 1046



1996, n° 1075



1997, n° 1097



1998, n° 1114

Le président Hafez el-Assad



1999, n°s 1117/1119
Le président Hafez el-Assad

Tous les timbres d'usage courant sont également à l'effigie de Hafez el-Assad. ici aussi, il suffit d'en montrer quelques-uns.



1986, n°s 762/769
Timbres d'usage courant à l'effigie de Hafez el-Assad



1990, n°s 904/907
Timbres d'usage courant à l'effigie de Hafez el-Assad



1990, n°s 908/915

Timbres d'usage courant à l'effigie de Hafez el-Assad

Du point de vue international, Hafez el-Assad se révèle un ennemi implacable d'Israël. Il essaiera plusieurs fois, sans succès, de récupérer le plateau du Golan qui avait été annexé par Israël en 1967, après la guerre des Six Jours. Il parvient en 1973 à conquérir Quneitra, la principale ville de ce plateau du Golan, mais les Israéliens s'en emparent rapidement à nouveau et la ville, qui comptait avant la guerre près de 30 000 habitants, est ensuite entièrement rayée de la carte par les forces israéliennes en 1973. La ville a été rendue à la Syrie en 1974, mais en fait, elle n'existait plus. La Syrie émet régulièrement des timbres-poste pour commémorer les "martyrs de Quneitra".



1975, n° 428 1984, n° 737 1990, n° 896
Commémorations des "martyrs de Quneitra"

Après la mort de Hafez el-Assad, c'est son fils Bachar el-Assad qui lui succède. Il continue la politique de son père, mais avec encore plus de brutalité. Toute opposition est éliminée, et le régime policier et répressif de Bachar el-Assad atteint des limites rarement égalées dans le monde moderne.

Lorsqu'en 2011 le *printemps arabe* se déclenche aussi en Syrie, comme dans pratiquement l'entière du monde arabe, Bachar el-Assad réagit avec une violence inouïe. Les bombardements de villes entières, l'emploi d'armes chimiques et de gaz toxiques, l'emprisonnement, la torture et l'exécution de tous les opposants réels ou supposés tels, provoquent la mort de dizaines de milliers de Syriens, la plupart des civils, ainsi qu'un flot de réfugiés dont le nombre dépasse les six millions. La guerre civile cause la ruine complète de la Syrie, où Bachar el-Assad ne parvient à se maintenir que grâce à l'aide de la Russie et de l'Iran.

Avec Bachar el-Assad est au pouvoir, il ne semble y avoir aucun espoir de normalisation, ni aucune perspective d'un avenir meilleur.

Tout comme chez son père, le culte de sa personnalité est obligatoire, ce qui se traduit une nouvelle fois par des émissions successives d'un nombre ridicule de timbres-poste, aussi bien commémoratifs que d'usage courant, à son effigie.



2000, n°s 1146/1149



2001, n°s 1167/1168



2007, n°s 1344/1345

Bachar el-Assad

Bachar el-Assad est accusé par les Nations-Unies de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Étant perdu sans l'aide de la Russie, il soutient fermement en 2022 l'invasion de l'Ukraine par la Russie de Poutine.



2003, n°s 1229/1231

Timbres d'usage courant à l'effigie de Bachar el-Assad



*2010, n°s 1423/1424
Bachar el-Assad*

Mais cette dictature prend fin en décembre 2024 : le peuple syrien et l'armée se soulèvent, et en quelques jours, Bachar al-Assad est renversé et le 8 décembre 2024 doit fuir son pays et se réfugier en Russie.

Ahmed al-Charaa, qui s'est placé à la tête de la Syrie, essaie de redresser le pays, mais le chemin sera long après 64 ans du régime horrible et sanguinaire de la famille Assad.

IV. Le Liban indépendant (1943-...)

Après avoir obtenu son indépendance, le Liban suit une voie complètement différente de la Syrie, mais cette voie est tout aussi chaotique et pénible que celle de son voisin.

La date officielle de l'indépendance du Liban est le 22 novembre 1943. Initialement, l'avenir semble prometteur, mais dès le début, les musulmans libanais voient d'un mauvais œil les points de la constitution qui stipulent que le président de la république et le chef d'état-major doivent être des chrétiens maronites. C'est pour garder un certain équilibre que le poste de premier ministre est souvent attribué à un musulman.

Le libéralisme économique et financier et le secret bancaire absolu font du Liban une plateforme financière mondiale de première importance, où des sommes astronomiques, licites ou non, trouvent refuge. Cette prospérité ne profite cependant qu'à la classe supérieure, et la majorité de la population continue de vivre dans la pauvreté.

Le premier président est Béchara el-Khoury, qui reste en fonction jusqu'en 1952. Puis vient la présidence de Camille Chamoun, jusqu'en 1958. Chamoun est nettement plus pro-occidental que son prédécesseur, et il manifeste une grande hostilité envers le communisme et le panarabisme.



1971, P.A. n° 521



2015, n° 532

Le président Béchara el-Khoury



1957, P.A. n° 148



1957, P.A. n° 151

Le président Camille Chamoun

Un premier grand conflit éclate de 1956 à 1958, après la crise de Suez de 1956. Soutenu par les chrétiens maronites, le président Chamoun choisit clairement le camp des puissances occidentales, ce qui entraîne une première guerre civile entre ces chrétiens maronites et les musulmans, qui ont le soutien de l'Égypte nassérienne et de la Syrie. Les musulmans veulent que le Liban devienne la nouvelle patrie des réfugiés palestiniens, ce qui serait suivi d'une fusion du pays avec l'Égypte, comme la Syrie l'avait déjà réalisée, avec la création de la *République arabe unie*.

Le président Chamoun parvient en 1958 à mettre fin à la révolte de la population musulmane en faisant appel aux forces militaires américaines, mais la façon dont il a mis fin à cette première guerre civile rend sa réélection impossible et son successeur est le plus modéré Fouad Chéhab, qui occupera la présidence jusqu'en 1964.



1960, n°s 167/173 & P.A. 182/190
le président Fouad Chéhab



1961, n°s 180/182



2007, n° 422

Le président Fouad Chéhab

Fouad Chéhab essaie de maintenir un équilibre précaire entre chrétiens et musulmans, et coopère avec les deux religions. Les grands leaders musulmans de la guerre civile de 1958 occuperont très souvent le poste de premier ministre, face à un président chrétien maronite. Il faut citer Saëb Salam (quatre fois premier ministre entre 1952 et 1973) et Rachid Karamé, qui sera assassiné en 1987 (huit fois premier ministre entre 1955 et 1987).



2007, n° 426
Saëb Salam



2010, n° 464
Rachid Karamé



2010, n° 463
Kamal Joumlatt

Le leader le plus influent du mouvement arabe et musulman au Liban a cependant été Kamal Joumlatt. Plusieurs fois ministre, il est le fondateur du *Parti socialiste progressiste* (PSP). Il s'efforcera pendant toute sa carrière politique de diminuer le pouvoir des chrétiens libanais et de renforcer celui des musulmans. Conscient que l'abolition des quotas religieux, en vigueur dans tout le système politique et administratif du Liban, ne pourra être obtenue que grâce à l'unité de toutes les forces d'opposition, il essaiera - sans grand succès - de regrouper en 1969 toutes les tendances anti-chrétiennes, musulmanes et pan-arabes dans le grand *Mouvement national libanais*. Cela sera une des bases de la guerre civile qui éclatera à nouveau en 1975. Kamal Joumlatt sera assassiné en 1977.

Les successeurs de Fouad Chéhab à la présidence sont d'abord Charles Hélou (1964-1970), ensuite Sleiman Frangié (1970-1976), tous deux selon la constitution chrétiens maronites.

Ils sont tous deux de plus en plus confrontés au problème palestinien : les musulmans libanais et le monde arabe en général veulent donner plus de place et de moyens (politiques, financiers et militaires) aux innombrables réfugiés palestiniens au Liban, mais ils se heurtent à une opposition musclée de la part des chrétiens.



1965, P.A. n° 342
Le président Charles Hélou



2011, n° 481
Le président Sleiman Frangié

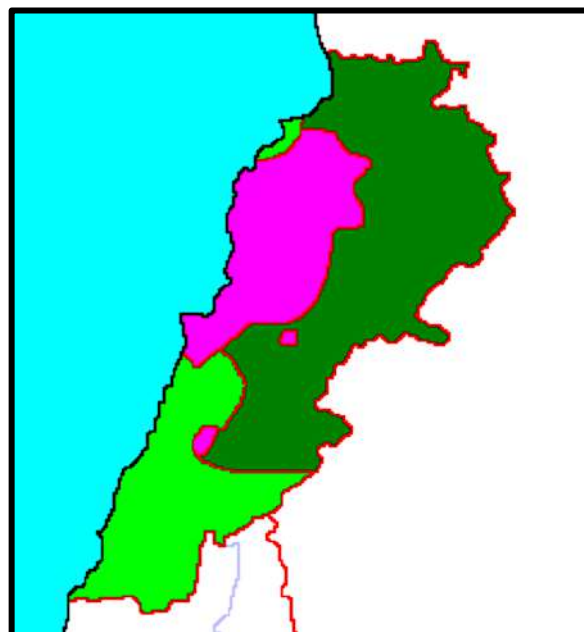
La présidence de Frangié, caractérisée par une corruption généralisée à tous les niveaux, se termine dans la guerre civile. Celle-ci a commencé en 1975 et ne se terminera qu'en 1991.

La cause de cette nouvelle guerre civile est double : d'abord le système politique, issu du pacte national de 1943, qui donne une prépondérance exagérée aux chrétiens maronites, ensuite le problème de plus en plus aigu des réfugiés palestiniens. D'un côté il y a les phalanges, le bras armé des chrétiens maronites, de l'autre il y a le *Mouvement national libanais* de Kamal Joumblatt, surtout constitué de musulmans. Les actes de violence et de barbarie se multiplient. La Syrie de Hafez el-Assad profite du chaos pour intervenir militairement au Liban, et les forces syriennes y resteront jusqu'en 2005.

Le nouveau président est Elias Sarkis, qui occupera ce poste de 1976 à 1982, en pleine guerre civile. Son pouvoir est extrêmement limité, car ce sont les milices palestiniennes, syriennes, et chrétiennes qui contrôlent chacune une partie du territoire et qui continuent à se combattre.



1981, n°s 280/282
Le président Elias Sarkis



La situation en 1976 (extrait de Wikipedia) :

- Vert foncé : zone contrôlée par les forces syriennes
- Vert clair : zone contrôlée par les milices palestiniennes
- Violet : zone contrôlée par les milices chrétiennes

Dès le début, Israël est intervenu dans cette guerre civile, d'abord en soutenant financièrement et militairement toutes les forces libanaises qui combattaient les milices palestiniennes, qui étaient dirigées par l'OLP (*Organisation de libération de la Palestine*) de Yasser Arafat.

Ce soutien se révélant insuffisant, Israël envahit à son tour le sud du Liban en 1981. Les massacres et les actes de barbarie vont alors se succéder, chaque action terroriste de n'importe quel côté étant immédiatement suivie d'actions de représailles de l'autre côté. Le point le plus noir est le massacre par les milices chrétiennes, soutenues par Israël, des camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, en septembre 1982.



*Jordanie, 1983, n°s 1092/1096
Le massacre dans les camps de Sabra et Chatila*

En 1982, un nouveau président est élu : il s'agit de Bachir Gemayel, mais il est assassiné le 14 septembre 1982, trois semaines après son élection. C'est cet assassinat qui a provoqué en représailles le massacre de Sabra et Chatila. Son frère Amine Gemayel lui succède, et gardera la présidence jusqu'en 1988. Mais une fois de plus, les multiples milices qui se combattent, ainsi que la présence des forces israéliennes dans le sud et de l'armée syrienne dans l'est du Liban, rendent tout gouvernement libanais impossible.



*2010, n° 467
Bachir Gemayel*



*1988, n°s 301/302
Le président Amine Gemayel*



Finalement, la Ligue arabe intervient pour essayer de stabiliser le Liban qui est devenu complètement ingouvernable. Elle impose un accord entre les belligérants libanais, qui est signé en octobre 1989 à Taëf, en Arabie saoudite. Cet accord reste extrêmement précaire : la preuve en est que le nouveau président, René Moawad, élu le 5 novembre 1989, est assassiné le 22 novembre, après seulement 17 jours de présidence. Ses successeurs sont Elias Hraoui, qui occupera la présidence jusqu'en 1998, ensuite Émile Lahoud de 1998 à 2007.



1996, n° 336

Le président René Moawad



2010, n° 466



1993, n° 320

*Le président Elias Hraoui
(décalage de la couleur or)*

Pendant ces présidences, les milices chrétiennes connaissent un sérieux déclin, tandis que le Hezbollah, une milice musulmane extrémiste, gagne en importance. Le Hezbollah multiplie les actes terroristes, ce qui justifie son classement parmi les organisations terroristes internationales.



2002, n° 374



2002, bloc 33
Le président Émile Lahoud

Le déclin des milices chrétiennes profite aussi à la Syrie, qui reste présente au Liban, et qui va exercer une véritable tutelle sur le Liban jusqu'en 2005, imposant continuellement ses volontés au gouvernement libanais. Et l'armée israélienne continue elle aussi à occuper tout le sud de Liban.

Malgré cette situation difficile, due à l'ingérence de la Syrie et d'Israël, un excellent premier ministre essaie de redresser son pays : c'est Rafiq Hariri, premier ministre de 1992 à 1998 pendant la présidence de Hraoui et de 2000 à 2004, pendant celle de Lahoud.



2007, n° 423



2007, n° 427

Le premier ministre Rafiq Hariri

Hariri essaie de redresser l'économie, de stabiliser les finances et d'effacer autant que possible les séquelles de la guerre civile. Dans ce but, il s'efforce, soutenu par les Nations-Unies, d'obtenir le départ des troupes d'occupation israéliennes et syriennes. Israël retire ses troupes en 2000, mais la Syrie refuse. Hafez el-Assad, le président syrien, et après lui son fils Bachar el-Assad, considèrent Hariri comme un ennemi redoutable, et ils sont sans aucun doute impliqués dans l'assassinat de Hariri le 14 février 2005.

Hariri est tué à Beyrouth dans un attentat avec un camion piégé, et son principal ministre et conseiller Bassel Fleihan succombera à ses blessures quelques semaines plus tard.



2006, n°s 414/417

Commémoration de la mort de Rafiq Hariri



2007, n°s 418/420

Commémoration de la mort de Bassel Fleihan

Après cet attentat meurtrier, la Syrie est contrainte en 2005, sous la pression internationale, de retirer ses troupes du Liban, après une occupation qui a duré trente ans.

Il ne faut cependant pas croire que la paix règne à nouveau après le départ des Syriens : les attentats, les assassinats et les actes terroristes se succèdent sans cesse et font un grand nombre de victimes. L'organisation la plus active dans ce bournier terroriste est le Hezbollah, ce qui provoque des réactions musclées d'Israël, avec le bombardement de nombreuses villes, comme à Cana, le 30 juillet 2006, où 37 enfants perdent la vie.

En 2008, Michel Sleiman, le commandant en chef de l'armée libanaise, est élu, comme figure de compromis, à la présidence, qu'il occupera jusqu'en 2014. Il sera suivi par Michel Aoun de 2016 à 2022.



2011, n°s 484/487

Le président Michel Sleiman

À partir de 2019, le Liban plonge dans une crise économique sans précédent. Le Liban, qui au temps de sa splendeur avait été le centre bancaire et commercial le plus important de tout le Moyen-Orient, est actuellement un des pays les plus pauvres de toute l'Asie.

Le 4 août 2020, une terrible explosion dans le port de Beyrouth fait un grand nombre de victimes et laisse la capitale libanaise entièrement dévastée. C'est le point culminant d'une récession politique, administrative, économique, financière et sociale. L'avenir ne s'annonce pas rose pour le Liban.



*2017, n° 583
Le président Michel Aoun*



*2020, bloc 57
L'explosion dans le port de Beyrouth*